

Fonds Social pour employés de l'industrie chimique

CCT du 1^{er} juillet 2011, conclue au sein de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique relative à la création d'un Fonds dénommé "Fonds social pour employés de l'industrie chimique" et à la détermination de ses statuts.

Article 1^{er} - En application de la loi du 7 janvier 1958 sur les Fonds de sécurité d'existence, la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique a conclu une CCT instituant un Fonds de sécurité d'existence, dont les statuts sont arrêtés ci-après.

Article 2. - La présente CCT s'applique aux employeurs des entreprises ressortissant à la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique et à tous les travailleurs liés à leur employeur par un contrat de travail d'employé.

Article 3. - La présente CCT produit ses effets le 1^{er} juillet 2011 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par une des parties, moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste au président et aux organisations représentées au sein de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique. Ce délai de six mois prend cours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée est envoyée au président, le cachet de la poste faisant foi. Le président informe les parties de cette dénonciation.

La présente CCT sera déposée au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale et la force obligatoire par Arrêté royal est demandée.

Statuts

Chapitre I. - Dénomination et siège

Article 1. - Il est institué à partir du 1^{er} juillet 2011 un Fonds de sécurité d'existence pour employés de l'industrie chimique dénommé "Fonds social pour employés de l'industrie chimique", appelé ci-après le Fonds.

Le siège du Fonds social pour employés de l'industrie chimique de l'industrie chimique est établi à Boulevard Auguste Reyers, 80 à 1030 Bruxelles.

Chapitre II. - Objet

Article 2. - Le Fonds assure le financement, l'octroi et la liquidation d'avantages sociaux, arrêtés par des conventions collectives de travail conclues au sein de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique, rendues obligatoires par Arrêté royal, en faveur des employés occupés dans les entreprises qui relèvent de la compétence de la Commission Paritaire précitée :

- un avantage social tel que défini par l'article 19 § 2, 7° de l'Arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs,
- la formation syndicale des représentants des employés de l'industrie chimique,
- la formation des représentants des employeurs de l'industrie chimique.

Le Fonds peut financer et organiser la formation professionnelle des employés et des jeunes.

Chapitre III. - Financement

Article 3. - Le Fonds dispose des cotisations versées par les employeurs qui ressortissent à la compétence de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique et de l'apport des intérêts des capitaux.

Article 4. - Le montant de la cotisation est déterminé par une convention collective rendu obligatoire par Arrêté royal, conclue au sein de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique.

Article 4bis. - Le calcul des cotisations s'établit de manière à assurer une réserve financière équivalente à 10 % du montant des cotisations patronales de l'exercice précédent, étant entendu qu'il faut tenir compte de la somme résultant des intérêts acquis sur la masse des cotisations.

Cette réserve est destinée au paiement des avantages sociaux comme prévu à l'article 2 et au prélèvement de la quote-part afférente à la formation syndicale, visée à l'article 7 de la CCT du 1^{er} juillet 2011 relative à la formation syndicale, conclue au sein de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique.

Le taux des cotisations patronales est révisé si :

- le produit des cotisations accroît la réserve financière au-delà des 10 % prévus au premier alinéa.
- le produit des cotisations ne peut plus garantir la réserve financière prévue de 10 %

L'exécution des articles 4 et 4 bis ne peut être liée à la négociation de revendications quelconques.

Article 5. - La perception et le recouvrement des cotisations sont assurés par l'Office national de sécurité sociale, en application de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 sur les Fonds de sécurité d'existence.

Article 6. - Les frais d'administration du Fonds sont fixés chaque année par le comité de gestion, prévu à l'article 9. Ces frais sont couverts par les intérêts des capitaux provenant du versement des cotisations prévues aux articles 3 et 4 et éventuellement par une retenue opérée sur ces cotisations, dont le montant est fixé par le comité de gestion.

Chapitre IV. - Bénéficiaires et modalités d'octroi

Article 7. - Les employés cités à l'article 2 ont droit à des avantages sociaux dont le montant, la nature et les conditions d'octroi sont déterminés par conventions collectives de travail conclues par la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique et rendues obligatoires par Arrêté Royal.

Article 8. - La liquidation des avantages ne peut en aucun cas être subordonnée au paiement de la cotisation due par les employeurs et fixée conformément aux dispositions de l'article 4.

Chapitre V. - Gestion

Article 9. - Le Fonds est géré par un comité de gestion, composé de dix membres effectifs et d'un nombre égal de membres suppléants.

La moitié de ces membres est désignée par et parmi les membres de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique nommés sur proposition de l'organisation professionnelle des employeurs ; l'autre moitié des membres est désignée par et parmi les membres effectifs et suppléants de la Commission Paritaire qui représentent les travailleurs. Les membres de ce

✓

comité de gestion sont désignés pour une période égale à celle de leur mandat de membre de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique.

Les membres suppléants remplacent les membres effectifs absents avec les mêmes compétences.

Le mandat de membre effectif ou suppléant prend fin par démission, décès, par expiration du mandat à la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique ou par suite de démission donnée par l'organisation responsable. Le nouveau membre termine le mandat de celui qu'il remplace.

Les mandats de membre effectif ou suppléant sont renouvelables, dans les mêmes conditions que celles prévues pour leur désignation.

Article 10. - Les administrateurs du Fonds n'ont aucune responsabilité personnelle dans le cadre des engagements du Fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat d'administrateur qui leur a été confié.

Article 11. - Chaque année, ce comité de gestion élit parmi ses membres un président et un vice-président. Il désigne également la ou les personnes chargées du secrétariat.

La présidence et la vice-présidence sont confiées à tour de rôle à un membre de la délégation employée et à un membre de la délégation patronale.

Article 12. - Le comité de gestion dispose des droits les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds sans porter atteinte cependant aux dispositions légales ou à celles réservées par les statuts actuels à la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique.

Article 13. - Le comité de gestion se réunit au moins une fois par an au siège du Fonds soit à l'invitation du président agissant d'office, soit à la demande d'au moins la moitié des membres du comité de gestion ou à la demande d'une des organisations représentées.

Article 14. - Le comité de gestion ne peut décider valablement qu'en présence d'au moins la moitié des membres appartenant à la délégation employée et d'au moins la moitié des membres appartenant à la délégation patronale.

Article 15. -

§ 1. Lorsqu'il y a lieu de procéder à un vote, un nombre égal de membres de chaque délégation doit participer au vote. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix émises. Seuls les membres effectifs ou suppléants ont voix délibérative.

§ 2. Le comité de gestion établira un règlement d'ordre intérieur, qui définira plus amplement les modalités de son fonctionnement.

Chapitre VI. - Contrôle

Article 16. - Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 sur les Fonds de sécurité d'existence, modifiée par la loi du 18 décembre 1968, la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique désignera un reviseur ou un expert comptable pour contrôler la gestion du Fonds. Celui-ci doit faire rapport auprès de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique au moins une fois par an. En outre, il informera régulièrement le comité de gestion des résultats de son enquête et formulera les recommandations qu'il jugera nécessaires.

Chapitre VII. - Bilan et comptes

Article 17. - L'exercice social s'étend du 1er janvier au 31 décembre.

Les comptes de l'année écoulée sont clôturés le 31 décembre de chaque année. Le comité de gestion, ainsi que le reviseur ou l'expert comptable désigné par la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique, en vertu de l'article 16, remettent chacun à la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique, par écrit un rapport concernant l'exécution de leur mission au cours de l'année écoulée.

Le bilan, ainsi que les rapports annuels précités, doivent être soumis à l'approbation de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique au plus tard dans le courant du deuxième trimestre de l'année civile.

Chapitre VIII. - Dissolution et liquidation

Article 18. -

Le Fonds peut être dissous par une convention collective de travail conclue au sein de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique.

La Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique désigne les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et leurs rémunérations et décide de la destination des moyens.

Sociaal Fonds voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid

CAO van 1 juli 2011, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid tot oprichting van een fonds "Sociaal Fonds voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid" genaamd, en vaststelling van zijn statuten.

Artikel 1. - Bij toepassing van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen van bestaanszekerheid, heeft het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid een CAO gesloten tot oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid, waarvan de statuten hierna worden vastgesteld.

Artikel 2. - Deze CAO is van toepassing op de werkgevers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid en op alle werknemers verbonden aan hun werkgever door middel van een arbeidsovereenkomst van bediende.

Artikel 3. - Deze CAO heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2011 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan worden opgezegd door een der partijen, mits een opzegging van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter en aan de organisaties vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid. De termijn van zes maanden begint te lopen vanaf de datum waarop de aangetekende brief aan de voorzitter wordt toegezonden. De poststempel geldt als bewijs. De voorzitter stelt de partijen op de hoogte van deze opzegging.

Deze CAO zal worden neergelegd ter Griffie van de Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg en de algemeen verbindende kracht wordt gevraagd.

Statuten

Hoofdstuk I. - Benaming en zetel

Artikel 1. - Met ingang van 1 juli 2011 wordt een Fonds voor bestaanszekerheid voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid opgericht, "Sociaal Fonds voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid" genaamd, hierna genoemd het Fonds.

De zetel van het Sociaal Fonds voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid is gevestigd te Auguste Reyerslaan 80, 1030 Brussel.

Hoofdstuk II. - Doel

Artikel 2. - Het Fonds verzekert de financiering, de toekenning en de vereffening van sociale voordelen, vastgesteld door collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk Besluit, ten voordele van de bedienden, tewerkgesteld in de ondernemingen die onder de bevoegdheid van voornoemd Paritair Comité ressorteren:

- een sociaal voordeel zoals bedoeld in artikel 19 § 2, 7° van het Koninklijk Besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de Wet van 27 juni 1969 tot herziening van de Besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de arbeiders,
 - de syndicale vorming van de vertegenwoordigers van de bedienden uit de scheikundige nijverheid,
 - de vorming van de vertegenwoordigers van de werkgevers uit de scheikundige nijverheid.
- Het Fonds kan de professionele vorming voor bedienden en jongeren financieren en organiseren.

Hoofdstuk III. - Financiering

Artikel 3. - Het Fonds beschikt over de bijdragen gestort door de werkgevers ressorterend onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid en over de opbrengst van de intresten van de kapitalen.

Artikel 4. - Het bedrag van de werkgeversbijdrage moet worden vastgesteld door middel van een algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid.

Artikel 4bis. - De berekening van de bijdragen geschiedt derwijze dat een financiële reserve wordt verzekerd die overeenstemt met 10 % van het bedrag van de werkgeversbijdragen van het voorgaande dienstjaar, met dien verstande dat men rekening moet houden met het bedrag dat voortvloeit uit het toevoegen van de intresten, verworven uit de bijdragemassa.

Deze reserve is bestemd voor de uitbetaling van de sociale voordelen zoals omschreven in artikel 2 en voor de bijdrage inzake syndicale vorming, bedoeld in artikel 7 van de CAO van 1 juli 2011 betreffende de syndicale vorming, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid.

Het bedrag van de werkgeversbijdragen wordt herzien indien:

- de opbrengst van de bijdragen de financiële reserve boven de in het eerste lid vermelde 10 % doet stijgen.
- de opbrengst van de bijdragen niet meer volstaat om de voorziene financiële reserve van 10 % te waarborgen.

De uitvoering van artikelen 4 en 4 bis mag niet gebonden worden aan de onderhandeling van bepaalde eisen.

Artikel 5. - De bijdragen worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid bij toepassing van artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

Artikel 6. - De administratiekosten van het Fonds worden elk jaar vastgesteld door het beheerscomité, voorzien in artikel 9. Deze kosten worden gedekt door de renten van de kapitalen voortkomende van de storting van de bijdragen bedoeld in de artikelen 3 en 4 en eventueel door een afhouding op deze bijdragen, waarvan het bedrag wordt vastgesteld door het beheerscomité.

Hoofdstuk IV. - Rechthebbenden en toekenningsmodaliteiten

Artikel 7. - De bedienden waarvan sprake in artikel 2 hebben recht op sociale voordelen waarvan het bedrag, de aard en de toekenningsvoorwaarden worden bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomsten, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit scheikundige nijverheid en algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk besluit.

Artikel 8. - De vereffening van de voordelen kan in geen geval afhankelijk worden gemaakt van de betaling van de bijdrage, verschuldigd door de werkgevers en vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 4.

Hoofdstuk V. - Beheer

Artikel 9. - Het Fonds wordt beheerd door een beheerscomité, bestaande uit tien effectieve leden en uit een gelijk aantal plaatsvervangende leden.

De helft van deze leden wordt aangeduid door en onder de leden van het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, benoemd op voordracht van de beroepsorganisatie van de werkgevers ; de andere helft van de leden wordt aangeduid door en onder de effectieve en plaatsvervangende leden van hetzelfde Paritair Comité die de bedienden vertegenwoordigen. De

leden van dit beheerscomité worden aangesteld voor een periode gelijk aan deze van hun mandaat van lid van het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid.

De plaatsvervangende leden vervangen de afwezige effectieve leden met dezelfde bevoegdheden.

Het mandaat van effectief of plaatsvervangend lid eindigt door ontslag, overlijden, wanneer het mandaat bij het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid een einde neemt of wegens ontslag gegeven door de verantwoordelijke organisatie. Het nieuwe lid voltooit het mandaat van degene die hij vervangt.

De mandaten van effectief of plaatsvervangend lid zijn hernieuwbaar, onder dezelfde voorwaarden als waaronder zij worden aangeduid.

Artikel 10. - De beheerders van het Fonds gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met de verbintenissen van het Fonds. Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van het mandaat van beheerder dat zij hebben ontvangen.

Artikel 11. - Elk jaar kiest het beheerscomité onder zijn leden een voorzitter en een ondervoorzitter. Het duidt eveneens de perso(o)n(en) aan die met het secretariaat word(t) (en) belast.

Het voorzitterschap en het ondervoorzitterschap worden beurtelings toevertrouwd aan een lid van de werknemersafvaardiging en aan een lid van de werkgeversafvaardiging.

Artikel 12. - Het beheerscomité beschikt over de meest uitgebreide rechten voor het beheer en de administratie van het Fonds, zonder nochtans te schaden aan de wettelijke bepalingen of aan deze die door de huidige statuten worden voorbehouden aan het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid.

Artikel 13. - Het beheerscomité vergadert minstens éénmaal per jaar in de zetel van het Fonds, hetzij op uitnodiging van de voorzitter ambtshalve handelend, hetzij op vraag van tenminste de helft van de leden van het beheerscomité of op vraag van een van de vertegenwoordigde organisaties.

Artikel 14. - Het beheerscomité kan slechts geldig beslissen in aanwezigheid van minstens de helft van de leden behorende tot de werknemersafvaardiging en minstens de helft van de leden behorende tot de werkgeversafvaardiging.

Artikel 15. -

§ 1. - Wanneer er moet worden overgegaan tot een stemming, moet een gelijk aantal leden van elke afvaardiging deelnemen aan de stemming. De beslissingen worden met meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen genomen. Alleen de effectieve of plaatsvervangende leden zijn stemgerechtigd.

§ 2. - Het beheerscomité zal een huishoudelijk reglement opstellen, dat de modaliteiten van zijn werking nader zal omschrijven.

Hoofdstuk VI. - Controle

Artikel 16. - Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 op de fondsen voor bestaanszekerheid, gewijzigd door de wet van 18 december 1968, zal het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid een revisor of een accountant aanduiden om het beheer van het Fonds te controleren. Deze moet minstens éénmaal per jaar verslag uitbrengen bij het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid. Bovendien zal hij het beheerscomité regelmatig inlichten over de resultaten van zijn onderzoek en de aanbevelingen

doen die hij nodig acht.

Hoofdstuk VII. - Balans en rekeningen

Artikel 17. - Het sociaal dienstjaar loopt van 1 januari tot 31 december.

De rekeningen van het verlopen jaar worden op 31 december van elk jaar afgesloten. Het beheerscomité, evenals de door het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid krachtens artikel 16 aangeduide revisor of accountant, overhandigen elk aan het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid een schriftelijk verslag betreffende de uitvoering van hun opdracht tijdens het verlopen jaar.

De balans, evenals de voornoemde jaarlijkse verslagen, moeten uiterlijk in de loop van het tweede kwartaal van het burgerlijk jaar ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid worden voorgelegd.

Hoofdstuk VIII. - Ontbinding en vereffening

Artikel 18. -

Het Fonds kan worden ontbonden door een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid.

Het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid wijst de vereffenaars aan, bepaalt hun machten en bezoldigingen en wijst de bestemming van het vermogen aan.